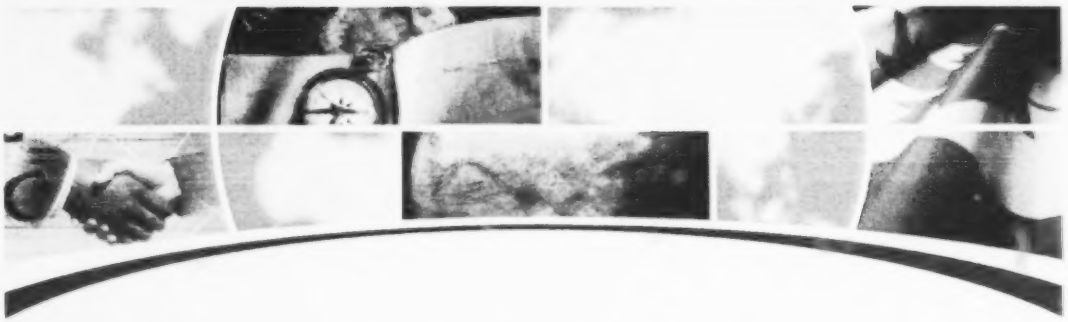
Commerce international Canada
International Trade Canada
Canada

CanadExport

Vol. 23, nº 3
15 février 2005



Un rendez-vous qui tombe à point nommé

Conférence et mission Canada-Turquie

ISTANBUL ET ANKARA — le 9 mai 2005 — La conférence mixte annuelle du Conseil d'affaires Canada-Turquie (CACT) et du Conseil d'affaires Turquie-Canada de la Commission des relations économiques extérieures de la Turquie (CREET) réunira des chefs d'entreprise et des dirigeants gouvernementaux pour trouver des moyens d'élargir le commerce et d'accroître les investissements.

Cette conférence s'inscrit dans le cadre d'une mission commerciale qui se déroulera du 8 au 11 mai 2005. On encourage les sociétés canadiennes à tirer parti des nombreuses possibilités offertes en Turquie. Soulignons à cet égard que les sociétés turques se tournent de plus en plus vers l'Ouest, c'est-à-dire l'Europe et l'Amérique du Nord afin de trouver des partenaires commerciaux, des bailleurs de fonds et des fournisseurs. C'est pourquoi le thème de la conférence est « Canada et Turquie : un rendez-vous qui tombe à point nommé ».

Qui devrait assister à cette conférence?

Les sociétés canadiennes qui font déjà affaire en Turquie pourront y renforcer leurs liens et y établir de nouveaux contacts afin de rehausser leur profil et d'aborder d'importants dossiers qui pourraient faire progresser leurs activités commerciales.

Les sociétés qui ne se sont pas encore familiarisées avec la Turquie pourront également y rencontrer des dirigeants d'entreprise et des chefs politiques afin de parfaire leur connaissance du milieu politique et réglementaire turc, d'être mieux au fait des possibilités qu'offre ce pays et de tirer parti de l'expérience d'autres sociétés qui y sont déjà présentes.

Les sociétés canadiennes déjà établies en Europe pourront se renseigner sur les avantages que comporte le secteur de la fabrication en Turquie et découvrir son rôle en tant qu'assise manufacturière pour des biens destinés au marché européen. Les sociétés canadiennes intéressées à la Russie et à l'Asie centrale y rencontreront des dirigeants d'entreprise turcs qui pourraient devenir de précieux partenaires dans cette région en plein essor.

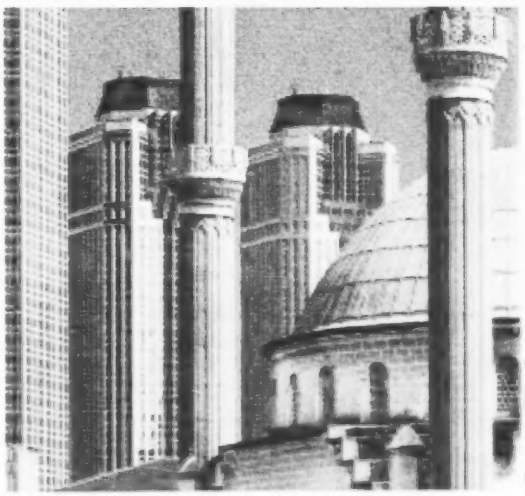


Photo : Izzet Keribar

Istanbul se hisse à la fine pointe de la Turquie moderne.

Les institutions financières et les sociétés d'investissement en capital de risque auront la possibilité de promouvoir les points forts des marchés financiers canadiens et des sources de financement auprès de personnes clés au sein du milieu des affaires turc.

Tous les participants pourront tirer parti des contacts établis par le CACT, seule organisation au Canada disposant d'un vaste réseau de contacts en Turquie grâce aux partenariats qu'elle a établis avec la CREET et grâce à ses relations avec l'ambassade du Canada en Turquie, Commerce international Canada (CICan) et les Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC). Cette mission et cette conférence sont destinées aux cadres des sociétés canadiennes, y compris les PME, dans un large éventail de secteurs.

voir page 3 — Conférence

2007-01877/

Réformes et débouchés en Turquie

La Turquie vit l'un des moments les plus prometteurs de son histoire. Jamais auparavant la Turquie n'a vu toutes les conditions réunies pour devenir un grand centre des affaires comme c'est le cas aujourd'hui. À l'heure où il envisage de se joindre à l'Union européenne (UE), cet État moderne, démocratique et laïque poursuit la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes politiques, économiques, sociales et judiciaires afin de se conformer aux lois et pratiques européennes. Les préparatifs en cours en vue de l'accession à l'UE conjugués aux réformes structurelles entreprises par le gouvernement créent un climat favorable aux affaires.

Un rendement impressionnant

Le rendement macroéconomique récent de la Turquie, à savoir un taux de croissance élevé et un faible taux d'inflation, allié à un accord d'aide éventuelle de 12 milliards de dollars du FMI commençant en 2005, a pour effet d'accroître la stabilité de son marché.

Comptant plus de 70 millions d'habitants et se classant au 17e rang des économies dans le monde, la Turquie connaîtra vraisemblablement un taux de croissance dépassant le taux moyen des pays de l'UE au cours des 5 prochaines années. Cette croissance représente un potentiel commercial extraordinaire pour le Canada.

Le commerce Canada-Turquie a presque triplé au cours de la dernière décennie, atteignant 738 millions de dollars en 2003 et plus de 800 millions de dollars durant les dix premiers mois de 2004. Les investissements canadiens en Turquie totalisent 650 millions de dollars, la plupart ayant été consentis dans les télécommunications et les mines. Les possibilités des entreprises canadiennes sont prometteuses dans divers secteurs; le projet de métro d'Ankara et le système de distribution de gaz naturel de la Turquie ont déjà permis d'importantes exportations canadiennes. L'accord d'union douanière de la Turquie avec l'UE et sa situation stratégique entre l'Asie et l'Europe font du pays un tremplin idéal pour percer sur les marchés d'Europe, de Russie et des républiques d'Asie centrale.

Pourquoi investir en Turquie?

Les réformes vigoureuses de la Turquie, ses programmes de privatisation et ses nouvelles mesures favorisant l'investissement en font une destination attrayante pour les investisseurs canadiens. Les investissements étrangers totaux en Turquie ont été évalués à 1,95 milliard de dollars en 2004 et devraient atteindre18 milliards de dollars entre 2005 et 2007.

Aperçu du marché

La qualité, la sophistication technologique et les prix sont les facteurs qui déterminent le plus la compétitivité sur le marché turc. Le fait de se choisir un distributeur, de travailler avec un partenaire local et d'offrir des plans de financement est aussi un facteur de réussite décisif. La Turquie dispose d'un marché relativement libre pour le commerce des biens et des services, et les entreprises turques offrent de bonnes possibilités de partenariats en vue de la coopération avec des pays tiers.

Parmi les secteurs offrant des possibilités en Turquie, mentionnons :

Fabrication de pointe et automatisation industrielle

Il existe des possibilités en robotique, dans les dispositifs de type œil électronique, les capteurs, les contrôleurs programmables et les progiciels. Les sociétés d'État assurant des services publics et les fabricants dans les secteurs du papier, de l'automobile, des produits chimiques, des produits pétrochimiques, des plastiques, de la métallurgie, du ciment, des aliments et des boissons, des produits pharmaceutiques, du verre, du textile et de l'énergie sont des acheteurs éventuels.

Aérospatiale et défense

Au sein de l'OTAN, les forces armées de la Turquie se classent au second rang. Il existe des possibilités d'entreprises communes et de transfert de technologie en ce qui a trait au matériel et aux services de défense. La croissance de la société d'État Turkish Airlines et des sociétés aériennes régionales privées récemment établies est également susceptible de stimuler les ventes d'avions d'affaires et d'avions régionaux.

Produits agroalimentaires

La Turquie est l'un des principaux importateurs de lentilles, de pommes de terre de semences, de patates douces, de pois séchés, de riz, de maïs et de soja. Afin d'accroître sa compétitivité internationale pour les aliments traités, le gouvernement turc adopte des mesures visant à stimuler les investissements et les transferts de technologie dans ce secteur. Il existe également des possibilités dans la reproduction, l'insémination artificielle et le transfert d'embryons, l'alimentation animale, la culture de végétaux et la lutte contre les maladies animales.

Construction

Une forte croissance démographique et des mouvements de migration urbaine accrus ont fait du secteur de la construction une force motrice du développement économique en Turquie. À cela s'ajoute l'introduction d'un système national d'hypothèques en 2005 qui a eu pour effet d'accroître la demande de logements résidentiels. Il existe des possibilités de vente de produits de construction canadiens pour logements commerciaux et résidentiels ainsi que des possibilités de vente de maisons unifamiliales et d'habi-

voir page 3 — Turquie

CanadExport

Rédaction : Yen Le
Michael Mancini
Jean-Philippe Dumas

Abonnement
Téléphone : (613) 992-7114
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canad.export@international.gc.ca
Site Web : www.canadexport.gc.ca

CanadExport est un bulletin bimensuel publié par la Direction des services de communication de Commerce international Canada.
Tirage : 55 000 exemplaires

Also available in English.

ISSN 0823-3349

On peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication aux fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefois, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite de *CanadExport*.

Pour un changement d'adresse ou une annulation, renvoyer l'étiquette avec les changements. Prévoir un délai de quatre à six semaines.

Convention de la poste-publication nº 40064047

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à :
CanadExport (BCS), CICan
125, promenade Sussex, Ottawa (Ont.) K1A 0G2
Courriel : canad.export@international.gc.ca

Turquie — *suite de la page 2*

tations à charpente d'acier léger résistant aux tremblements de terre. Il y a aussi des possibilités de coentreprises avec des sociétés de construction turques de calibre international.

Énergie

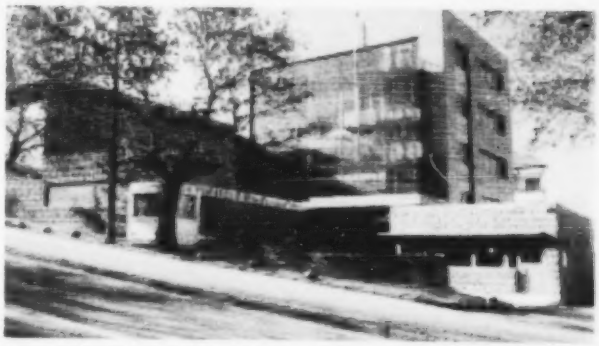
La Turquie constitue un pont terrestre pour la distribution de pétrole et de gaz des régions de la mer Caspienne et de l'Asie centrale vers les marchés mondiaux. L'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan et le gazoduc Blue Stream ne sont que les premiers projets de ce genre destinés à améliorer le transport de l'énergie d'un bout à l'autre de la Turquie et à permettre l'élargissement des réseaux intérieurs de distribution. Ils font de la Turquie un marché prometteur pour la construction et la restauration d'oléoducs et de gazoducs, le génie, l'équipement et le matériel de même que l'équipement des champs pétrolifères. Les besoins en énergie électrique de la Turquie stimulent la création de plans d'exploitation de ressources électriques et d'éventuels plans de production d'énergie nucléaire à long terme. La libéralisation du marché de l'électricité et la privatisation de la distribution de gaz à l'intérieur du pays faciliteront l'accès des investissements étrangers dans ces domaines.

Environnement

Le renforcement des normes concernant les eaux usées et les déchets médicaux et industriels de même que les pressions exercées afin que la Turquie se conforme aux normes environnementales européennes contribuent à la croissance de ce secteur et créent des possibilités de vente de matériel de lutte contre la pollution, de traitement des eaux usées municipales, d'élimination des déchets solides et d'incinération de déchets médicaux. L'évaluation environnementale dans les secteurs des mines et de l'énergie est un des domaines présentant des débouchés.

Santé

Grâce au financement de la Banque mondiale, le secteur de la santé de la Turquie est en pleine restructuration. La Turquie représente un marché attrayant pour les exportateurs de fournitures et d'équipement médicaux, tels que



La nouvelle ambassade du Canada à Ankara

matériel de cancérothérapie, implants et appareils orthopédiques, dispositifs de rayon-X et produits pharmaceutiques. Il s'agit également d'un bon marché pour les services de consultation et le transfert de connaissances grâce à des coentreprises ou des licences. Le ministère de la Santé de la Turquie est le principal acheteur de produits médicaux. Parmi d'autres acheteurs éventuels d'équipement et de produits de haute technologie, mentionnons les cliniques privées, les hôpitaux et les laboratoires de diagnostic.

TIC

Le secteur des télécommunications de la Turquie connaît une croissance rapide. En effet, la capacité annuelle de son réseau enregistre une croissance d'environ 7 %. Türk Telekom (TT) est propriétaire de l'infrastructure de télécommunications ainsi que d'un large éventail de services. La déréglementation de ce secteur amorcée en janvier 2004 et les plans visant à privatiser TT en 2005 attireront vraisemblablement de nouveaux investissements et contribueront ainsi à rendre ce secteur plus concurrentiel.

Mines et équipement

La Turquie possède un important potentiel géologique qui est fortement sous-exploré. Les nouvelles lois du pays régissant l'exploitation minière, qui prévoient des mesures d'encouragement à investir dans l'exploration et l'exploitation des mines, faciliteront vraisemblablement les investissements étrangers dans ce secteur. Il existe d'importantes possibilités dans la modernisation des installations minières pour l'exploitation du bore, du charbon, du zinc, du cuivre, de l'or et de l'argent de même que du minerai de fer, de la bauxite et du plomb. Il existe également des possibilités dans les services de génie et la fourniture d'équipement.

Transports

Le gouvernement turc projette de construire de nouveaux aéroports, ports et autoroutes, ce qui en fait un marché intéressant pour les produits de construction, les machines de construction, les pièces automobiles, le matériel d'entretien, les services d'architecture, la construction et le génie ainsi que pour tout ce qui concerne les infrastructures nécessaires aux voyages et au tourisme. Divers projets de réseaux de transport urbain offrent également des possibilités pour les entreprises canadiennes.

Pour de plus amples renseignements, consultez les sites www.infoexport.gc.ca/tr, www.itcan-cican.gc.ca ou www.ctbc.ca.

Conférence — *suite de la page 1*

Assistez à cette conférence et approfondissez votre connaissance de ce marché dynamique et en pleine croissance.

La date limite d'inscription est le 15 avril 2005.

Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.ctbc.ca ou communiquez avec Aida Viveiros, administratrice de la conférence et de la mission du CACT, MEC, tél. : (905) 568-8300, poste 288, courriel : aida.viveiros@cme-mec.ca.

Les exportateurs peuvent également communiquer avec Richard Ross, président du CACT, courriel : rossr@inmetmining.com, avec Jennifer Barbarie, ambassade du Canada en Turquie, tél. : (011-90-312) 409-2773, courriel : jennifer.barbarie@international.gc.ca, ou encore avec David Clendenning, CICan, tél. : (613) 996-4484, courriel : david.clendenning@international.gc.ca.

Pénurie d'eau en Floride : débouchés pour le Canada

Dans l'État de la Floride, la gestion de l'eau et des eaux usées offre un assez grand potentiel pour les entreprises canadiennes du secteur de l'environnement. Il y a en Floride une grave pénurie d'eau potable, et l'on prévoit que la consommation d'eau augmentera de 30 % d'ici 2020. Certaines régions de l'État pourraient connaître une sécheresse permanente dès 2010. En outre, il y a de moins en moins d'endroits sûrs où stocker les eaux usées qui ont été traitées, et il faut trouver de nouvelles techniques de stockage.

Les 17 millions d'habitants de la Floride dépendent en grande partie des nappes souterraines pour leur consommation d'eau et l'utilisation industrielle qu'ils en font. Avec une population dont on prévoit qu'elle aura atteint le chiffre de 20,7 millions en 2025, la Floride voit sa demande d'eau potable augmenter à mesure que diminuent ses réserves. Pour faire face à la situation, il lui faudra investir dans ses infrastructures d'eau potable des sommes estimées à 5,2 milliards de dollars en travaux de réparation et de développement au cours des 20 prochaines années. Le tableau ci-après montre les priorités budgétaires de la Floride quant au financement des projets d'aménagement hydraulique.

En Floride, il faudra aussi investir, pour le traitement et le stockage des eaux usées, des sommes estimées à 8,4 milliards de dollars dans les infrastructures au cours des 15 prochaines années. Plusieurs comtés de la Floride utilisent les systèmes de stockage et de récupération des eaux souterraines traitées. Dans ces systèmes, l'eau est tirée de nappes souterraines par forage de puits profonds. En période de surabondance des réserves d'eau, l'eau peut être pompée dans l'installation aquifère de manière à être conservée en vue des périodes de sécheresse ou de très forte demande.

Plusieurs comtés de l'État utilisent aussi des puits souterrains pour stocker les eaux usées qui ont été traitées. Après utilisation et traitement, les eaux usées sont pompées dans des puits souterrains qui ne peuvent plus être utilisés pour tirer de l'eau souterraine. Il est de plus en plus difficile d'aménager des puits de stockage, et il faut élaborer de nouveaux systèmes pour traiter les eaux usées de la Floride.

Débouchés

Le principal projet actuellement en cours de réalisation en Floride est le Comprehensive Everglades Restoration Program. Avec une durée prévue de 50 ans, ce programme a pour objectif la restauration, la protection et la préservation des ressources hydriques au centre et au sud de la Floride, à un coût estimé à 16,1 milliards de dollars. Il pourrait y avoir des débouchés pour des produits et services environnementaux canadiens très divers.

Les entreprises canadiennes du domaine de l'environnement pourront être en mesure de fournir des technologies du traitement des eaux usées au Miami-Dade County Water and Sewer Department (MDWSD). Cependant, étant donné que l'on craint que les eaux usées traitées ne s'infiltrent dans les nouveaux puits, le Department of Environmental Protection (DEP) de la Floride et le Southwest Water Management District ont proposé au MDWSD d'intégrer dans ses plans la construction d'une centrale de traitement des eaux usées de 560 millions de dollars. La centrale de traitement pourrait pomper des eaux usées traitées ayant « la qualité de l'eau potable » dans les puits inutilisés, ce qui aurait pour effet de réduire au minimum le risque de fuite dans la réserve d'eau potable du comté. Les innovations canadiennes dans le domaine des techniques de traitement des eaux pourraient s'avérer nécessaires.

Les éventuels contrats de traitement d'eaux usées pourraient être octroyés par un programme de 25,2 millions de dollars du plan du DEP touchant la construction d'une infrastructure des eaux usées dans les Keys de la Floride. En outre, le budget de la Floride prévoit l'affection en 2004-2005 d'une somme de 14 millions de dollars aux 5 districts de gestion de l'État pour des projets d'amélioration touchant les eaux de ruissellement et les eaux pluviales. Le besoin de nouvelles techniques d'amélioration de la qualité des eaux pourrait bien ouvrir de lucratifs débouchés pour les entreprises canadiennes du domaine de l'environnement.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Béatrice Noël, déléguée commerciale, consulat général du Canada à Miami, tél. : (305) 579-1600, téléc. : (305) 374-6774, courriel : beatrice.noel@international.gc.ca, site Web : www.international.gc.ca/can-am/miami ou www.infoexport.gc.ca/ie-fr/Office.jsp?oid=359.

Financement de projets d'aménagement hydraulique en Floride

Programme	1999-2004	2004-2005	Total
Restauration des Everglades	567,4 millions $	140,1 millions $	707,5 millions $
Autorités locales et districts de gestion des eaux	456,0 millions $	53,2 millions $	509,2 millions $
Épuration des eaux	870,4 millions $	133,1 millions $	1 003,5 millions $
Eau potable	280,2 millions $	63,0 millions $	343,2 millions $

Source : *Florida E-Budget* (2004)

Une mine d'uranium obtient le feu vert

À la fin de décembre, les sociétés japonaises Idemitsu Kosan et Tokyo Electric Power Corporation (Tepco) ont, de concert avec Cameco du Canada et Cogema de France, donné le feu vert à un investissement de 447 millions de dollars destiné à l'exploitation de la mine d'uranium de Cigar Lake dans le Nord de la Saskatchewan.

Pour les sociétés japonaises, il s'agit d'une première participation à un projet d'exploitation de l'uranium outre-mer. Idemitsu s'attend à recevoir annuellement quelque 540 tonnes d'uranium de la mine, qu'elle prévoit vendre à des sociétés nationales de production d'électricité. Tepco, qui consomme environ 3 000 tonnes d'uranium par année, entend s'assurer par ce projet un approvisionnement stable en combustible nucléaire, soit 350 tonnes d'uranium par année ou environ 12 % de la production annuelle de la mine.

Il existe 52 réacteurs nucléaires au Japon (et 438 dans le monde) qui produisent environ 34 % de l'énergie du pays. Ces réacteurs ont consommé 7 660 tonnes d'uranium en 2004. Grâce à ses réserves d'uranium attestées de 136 000 tonnes, la mine de Cigar Lake est considérée comme l'une des plus importantes du monde. Une fois opérationnelle, elle produira 9 000 tonnes d'uranium par année.

Trois autres réacteurs sont actuellement en construction au Japon, et l'on prévoit en construire 12 de plus au cours des 11 prochaines années.

La décision d'aller de l'avant fait suite à l'approbation longtemps attendue de la Commission canadienne de sûreté nucléaire relative à la délivrance d'un permis de construction pour le projet.

La construction des installations minières s'est amorcée en janvier, et l'on s'attend à ce que la mine produise de l'uranium pendant 15 ans à compter de 2007. Les plans d'exploitation de cette mine ont été paralysés pendant 20 ans, surtout en raison de préoccupations écologiques.

La société Cameco de Saskatoon participe à ce projet à raison de 50,03 % de l'investissement total. La part de Cogema est de 37,1 %, celle d'Idemitsu Kosan Co., de 7,87 % et celle de Tepco, de 5 %.

En 2003, le Japon a importé pour 40 millions de dollars de dioxyde d'uranium du Canada, soit 58 % de ses importations totales de cette matière.

Renseignements : www.cameco.com.

Foire alimentaire de Taïwan : soyez en contact

TAÏPEI, TAÏWAN — du 16 au 19 juin 2005 — Le Bureau commercial du Canada à Taïpei (BCCT) recrute des exposants pour le pavillon canadien à la **Foire alimentaire internationale de Taïwan**.

Avec la progression du revenu de ses habitants et une certaine affinité avec le Canada, Taïwan est en train de s'imposer comme l'un des grands acheteurs de boissons et d'aliments canadiens. Chose peut-être surprenante, Taïwan est le principal client du Canada en ce qui a trait aux vins de glace.

Taïwan est plus petite que la Chine — 23 millions d'habitants —, mais le revenu disponible par habitant y est plus élevé et les consommateurs y apprécient de plus en plus les produits occidentaux. Le PIB de Taïwan a progressé de 5,8 % en 2004 et devrait augmenter de 4,3 % en 2005.

Approche

Il y a de plus en plus d'investissements étrangers dans le secteur taïwanais de la vente d'aliments au détail. En fait, comme les hypermarchés, supermarchés et autres points de vente modernes représentent seulement 25 % des ventes de produits de consommation, les débouchés pour les entreprises canadiennes abondent dans ce secteur.

Les importations taïwanaises de produits agricoles ont augmenté régulièrement depuis que le pays a accédé à l'OMC en 2002. Par exemple, Taïwan a consommé une quantité record de produits canadiens du porc en 2004, devenant ainsi le cinquième client du Canada en importance dans le monde. Avant l'interdiction temporaire, Taïwan était aussi le cinquième marché d'exportation du bœuf canadien. Les poissons et fruits de mer du Canada ont aussi été très convoités dans ce marché, et Taïwan a récemment aboli son quota sur les importations de volailles.

Parmi les autres produits canadiens qui se vendent bien à Taïwan figurent les boissons, l'huile de canola, les aliments de grignotage, les fruits et légumes, les produits de confiserie, les produits laitiers et divers produits transformés. Les aliments naturels sont eux aussi de plus en plus recherchés.

Départ

L'accès au marché taïwanais se fait habituellement par l'intermédiaire d'un représentant ou distributeur local. Cependant, le BCCT peut aider les entreprises canadiennes en les mettant en rapport avec des acheteurs ou en introduisant de nouveaux produits dans les promotions de produits alimentaires du Canada, par exemple au pavillon du Canada à la foire alimentaire internationale de Taïpei.

Renseignements : Karen Huang, BCCT, courriel : karen.huang@international.gc.ca, site Web : www.canada.org.tw/english/missions.php.

LE SERVICE DES DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX DU CANADA

SIAL Montréal 2005

www.sialmontreal.com

Montréal, Canada — du 13 au 15 avril 2005 — Si vous recherchez une occasion d'élargir vos marchés, de lancer de nouveaux produits, de rencontrer de nouveaux acheteurs et de présenter vos produits au monde entier, alors ne manquez pas le **SIAL Montréal 2005**. Il s'agit du plus grand salon nord-américain réservé aux professionnels du domaine de la distribution agroalimentaire.

Le pavillon du Canada

Le gouvernement du Canada sera présent au SIAL Montréal 2005, au pavillon du Canada, afin de faire connaître aux entreprises canadiennes et aux visiteurs étrangers ses services et programmes dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Qu'il soit question de salubrité et de qualité des aliments, de réglementation douanière, d'importation ou d'exportation, de développement de marchés, de financement ou d'investissements, des représentants des divers ministères et agences seront sur place pour aider les entreprises canadiennes dans leurs démarches.

Conférence : Exporter aux États-Unis

Si vous souhaitez accroître vos exportations vers les États-Unis, ne manquez pas la conférence « Exporter aux États-Unis » qui se tiendra dans le cadre du salon le 15 avril prochain, en matinée, avant son ouverture. Les thèmes suivants y seront abordés : perception des consommateurs américains, exigences réglementaires américaines et tendances de consommation.

Vous pouvez obtenir de l'information supplémentaire en consultant la rubrique « Événements spéciaux » sur le site du SIAL Montréal à www.sialmontreal.com ou par courriel à infocafeexport@agr.gc.ca.

Café Export

Vous voulez en savoir plus sur les tendances du commerce international? Vous recherchez des solutions financières pour votre entreprise? Vous voulez prendre rendez-vous avec des délégués commerciaux du Canada en poste aux quatre coins du monde pour discuter de débouchés à l'exportation? Alors vous êtes convié au Café Export qui aura lieu le 13 avril, en matinée avant l'ouverture officielle du SIAL Montréal.

Le Café Export est une activité de réseautage et d'information à l'intention des entreprises canadiennes, organisée conjointement par Commerce international Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Financement agricole Canada et Exportation et développement Canada. Si vous êtes intéressé à vous inscrire ou à en savoir plus sur cette activité, veuillez envoyer un courriel à cette fin à infocafeexport@agr.gc.ca.

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL VIRTUEL

Votre porte d'accès au Service des délégués commerciaux
www.infoexport.gc.ca

Reconstruction de l'Iraq

Amman, Jordanie — du 4 au 7 avril 2005 — **Rebuild Iraq 2005** est la seconde exposition internationale axée sur la reconstruction de l'Iraq. La première exposition, tenue au Koweït l'année dernière, a reçu le plus important appui international jamais consenti à une foire commerciale dans la région. L'exposition a accueilli plus de 1 400 entreprises de 48 pays.

En Iraq, la demande de fournitures et de matériel d'infrastructures, de services et de technologies destinés aux secteurs économiques et industriels clés est estimée à plus de 195 milliards de dollars pour les dix prochaines années. Les principaux secteurs représentés à cette exposition sont les suivants : bâtiment et construction; pétrole et gaz; électricité; chauffage, ventilation et climatisation; télécommunications; agriculture et aliments; santé et environnement; accueil; emballage et imprimerie; éducation; machines industrielles; sécurité; et TI.

Cette année, l'exposition mettra à la disposition des fournisseurs de divers pays un endroit sûr où présenter leurs produits et technologies à des entrepreneurs iraquiens, à des entrepreneurs et sous-traitants régionaux et internationaux, à des commerçants et importateurs ainsi qu'aux responsables iraquiens du Fonds de développement de l'Iraq.

Pour que les délégations internationales participantes puissent être bien renseignées sur la sécurité et le milieu des affaires en Iraq, les organisateurs tiendront aussi une conférence de deux jours. On y abordera toutes les grandes questions : sécurité, finances, contrats, affaires, santé, développement d'infrastructures et commerce.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour vous inscrire, communiquez avec Bechara Nacouzi, International Trade Fairs, tél. : (514) 685-3530, téléc. : (514) 685-6873, courriel : bnacouzi@videotron.ca. Pour obtenir des précisions au sujet du marché iraquien, communiquez avec Albert Galpin, Direction du Moyen-Orient, Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada, tél. : (613) 944-2396, téléc. : (613) 944-7975, courriel : albert.galpin@international.gc.ca.

La reconstruction de l'Iraq en chiffres :

- 2 500 projets de reconstruction en Iraq
- 18,6 milliards de dollars prévus par les É.-U. pour la reconstruction de l'Iraq
- 33 milliards de dollars engagés par d'autres donateurs internationaux
- 220 milliards de dollars devant être dépensés à moyen et à long terme

Investissements à court terme nécessaires, par secteur :

- eaux usées et eau potable : 4 milliards de dollars
- pétrole et gaz : 15 milliards de dollars
- électricité : 20 milliards de dollars
- infrastructures : 6 milliards de dollars
- TI et télécommunications : 8 milliards de dollars
- établissements de soins de santé et écoles publiques : 2 milliards de dollars
- logement : 2 millions de nouvelles habitations

Faire affaire avec l'ONU en Iraq

Les acquisitions de l'ONU pour l'Iraq se font par l'intermédiaire de ses organismes d'exécution, selon les règles et procédures financières de chacun d'eux. Pour les acquisitions importantes, c'est-à-dire de plus de 100 000 $, ces organismes recourent à deux types d'appels d'offres internationaux : l'invitation à soumissionner, par laquelle les entreprises sont appelées à fournir des biens répondant à des spécifications précises, et la demande de propositions, qui a trait à des propositions de services de consultation ou d'autres services de ce genre.

L'ONU est à la recherche de :

- consultants dans divers domaines tels que l'éducation, la gestion financière, l'analyse de l'environnement, l'hygiène publique, la gouvernance et l'urbanisme;
- fabricants, grossistes et exportateurs de plusieurs types de produits, du matériel lourd aux instruments et véhicules agricoles, en passant par l'équipement spécialisé, les micro-ordinateurs et les produits pharmaceutiques;
- firmes d'ingénierie et sociétés contractantes possédant notamment une expertise en matière de projets d'infrastructures, d'eau, d'assainissement, d'aménagement électrique et de construction.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site www.irffi.org et cliquer sur « UNDG Iraq Trust Fund », puis sur « UN Procurement » et « Current Opportunities ».

Calendrier des foires en Turquie

ISTANBUL — du 17 au 20 mars 2005 — La douzième **Industrial Automation Fair** est une foire commerciale des systèmes de fabrication de pointe et des technologies, logiciels et systèmes d'automatisation. (www.win-fair.com)

ISTANBUL — du 31 mars au 3 avril 2005 — **Foteg Istanbul 2005** est l'une des principales expositions de technologie alimentaire de la Turquie. (www.hkf-fairs.com)

ISTANBUL — du 9 au 12 juin 2005 — **Homeland Security Istanbul 2005** est une foire sur la sécurité, la police internationale, le sauvetage et l'équipement. (www.cnr-homelandsecurity.com)

ISTANBUL — du 25 au 27 août 2005 — **VIV Poultry Turkey** est une foire internationale et une importante occasion de réseautage pour le secteur de la volaille. (www.hkf-fairs.com)

ISTANBUL — du 6 au 11 septembre 2005 — **CeBIT Eurasia Istanbul 2005** est une foire commerciale des technologies de l'information, des télécommunications, des logiciels et des services liés à l'information. (www.cebitbilisim.com)

ANKARA — du 27 au 30 septembre 2005 — **IDEF 2005** est une foire internationale de l'industrie de l'armement. En fait, il s'agit de l'une des plus importantes foires commerciales de la Turquie pour le matériel et les systèmes militaires. (www.tuyap.com.tr)

ISTANBUL — du 10 au 13 novembre 2005 — **Safety & Security 2005** est une foire commerciale pour les industries de la sécurité électronique, des systèmes de prévention d'incendie et de l'automatisation de la sécurité. (www.interteks.com)

Pour plus de renseignements sur ces foires commerciales, communiquez avec Can Ozguc, délégué commercial, ambassade du Canada en Turquie, courriel : can.ozguc@international.gc.ca, tél. : (011-90-312) 409-2753, téléc. : (011-90-312) 409-2715.

ISTANBUL — du 24 au 27 mars 2005 — **EXPOMED 2005** est la foire internationale des soins de santé, des hôpitaux et de l'équipement et du matériel de laboratoire. (www.tuyap.com.tr)

ISTANBUL — du 21 au 24 avril 2005 — **Petroleum Istanbul** est la foire internationale de l'équipement et des services liés au pétrole et au gaz. (www.tuyap.com.tr)

ISTANBUL — du 4 au 8 mai 2005 — **Building 2005** est une foire des matériaux de construction et des technologies de la construction. (www.tuyap.com.tr)

ISTANBUL — du 17 au 22 mai 2005 — **Printing and Paper Industry Show** est la deuxième foire en importance au pays sur le matériel d'impression, de production de la pulpe et de fabrication du papier. (www.tuyap.com.tr)

IZMIR — du 9 au 12 juin 2005 — **MINEX 2005** est une foire commerciale des technologies et du matériel d'exploitation des mines. (www.camese.org)

ISTANBUL — du 30 juin au 3 juillet 2005 — **Recycling 2005** est une foire commerciale des technologies de l'élimination et du recyclage des déchets solides. (www.tuyap.com.tr)

ISTANBUL — du 29 septembre au 2 octobre 2005 — **Metallurgy 2005** est une foire commerciale de la technologie et du matériel de travail du métal. (www.cnoverseas.com)

ISTANBUL — du 29 septembre au 2 octobre 2005 — **Energy 2005** est une foire commerciale des technologies de production, de transmission et de distribution de l'énergie. (www.cnoverseas.com)

Pour plus de renseignements sur ces foires commerciales, communiquez avec Akin Kosetorunu, délégué commercial, ambassade du Canada en Turquie, courriel : akin.kosetorunu@international.gc.ca, tél. : (011-90-312) 409-2754, téléc. : (011-90-312) 409-2715.

Service des renseignements Le Service des renseignements de Commerce international Canada et d'Affaires étrangères Canada offre aux exportateurs canadiens des conseils, des publications et des services d'orientation. Les renseignements de nature commerciale peuvent être obtenus par téléphone au **1 800 267-8376** (région d'Ottawa : **(613) 944-4000**), par télécopieur au **(613) 996-9709** ou par Internet (**www.international.gc.ca**).

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à :
CanadExport (BCS)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Convention de la poste-publication
nº 40064047